

«Nous faisons tous partie



du même pays»

Le Fribourgeois
Jacques
Bourgeois est
directeur de
l'Union suisse des
paysans depuis
2002.



Directeur de l'Union suisse des paysans (USP), Jacques Bourgeois défend un secteur qui a souvent mauvaise presse. Et passe en revue les difficultés du monde agricole, de l'ouverture des marchés aux relations avec la grande distribution.

L'actualité agricole pour le consommateur, c'est la hausse du prix du lait. Comment la justifier, dans un marché protégé comme le nôtre?

Le marché suisse n'est pas complètement fermé. Nous importons environ 40% de nos besoins en denrées alimentaires. Nous sommes le pays qui importe le plus par habitant. Et le marché du fromage a été libéralisé: les frontières avec l'Union européenne dans ce secteur n'existent plus. Nous sommes aussi tributaires des prix de l'UE – pour la poudre de lait par exemple. Effectivement certains produits laitiers tels que le lait de consommation proprement dit sont encore protégés, mais la tendance, sous la pression de l'OMC et de l'UE, est à un affaiblissement des barrières. En définitive, ce sont les lois du marché qui fixent les prix et elles ne sont pas à sens unique. Pour le lait, il y a une demande qui est plus forte, également à l'intérieur de notre pays. Nous sommes ici en droit de revendiquer une hausse du prix dans cette situation saine du marché.

Les paysans suisses ne prennent-ils pas simplement prétexte d'une pénurie mondiale?

Ce qui est important pour les familles paysannes, c'est de pouvoir tirer leurs revenus de la vente de leurs produits. En sachant que le revenu agricole moyen est de 50% inférieur aux autres secteurs économiques comparables. Si vous augmentez de cinq centimes le litre de lait pour une famille qui consomme un litre par jour, cela représente sur le mois un demi-café. Mais si on prend la moyenne des contingents suisses – 100 000 kilos – 5 centimes c'est près de 500 francs par mois pour l'agriculteur. Enfin, on parle beaucoup de la cherté de la vie, mais dans le domaine alimentaire, elle est relative. Nous avons en Suisse un pouvoir d'achat

autre que celui des pays qui nous entourent et nous ne consacrons en moyenne que 8% de nos budgets pour nous alimenter.

Mais comment faire croire que la situation sur les marchés asiatiques justifie une hausse du prix du lait en Suisse?

Trois raisons expliquent pourquoi le lait se fait de plus en plus rare. D'abord les changements climatiques: certaines régions touchées par la sécheresse, comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, produisent moins de fourrage donc moins de lait. Ensuite la demande est de plus en plus forte dans les pays émergents comme la Chine. Enfin, des surfaces affectées jusqu'ici à

«L'agriculture joue un rôle plus large que la simple production alimentaire.»

la production alimentaire sont désormais destinées à la production d'énergie, devenue plus lucrative. D'autre part, lorsque le prix de l'énergie augmente, cela est valable pour tous les pays, y compris la Suisse. Nous subissons ces évolutions parce que, comme déjà dit, la Suisse n'est pas un pays fermé.

N'empêche, l'image des paysans n'est pas très bonne. On a même vu un Charles Poncet affirmer dans «l'Hebdo» que l'agriculture ne servait plus à rien, si ce n'est à pomper des subventions...

L'image de l'agriculteur n'est pas comme vous le prétendez, ou certains le prétendent, mauvaise. Au contraire, les dernières études ont démontré que l'agriculture a une grande sympathie auprès de notre population. D'autre part je n'aime pas parler de subventions. Dans une subvention, il n'y a pas de contre-prestation. Pour l'agriculture, il s'agit plutôt d'une rémunération sous forme de paiements directs contre des prestations: protection des ressources naturelles, protection des animaux, etc. Poncet a lancé un pavé gratuit dans la mare.

Certains affirment que la suppression du protectionnisme dans l'hémisphère nord permettrait aux pays en développement d'émerger grâce à l'agriculture...

Dans un premier temps on devrait plutôt aider sur place ces pays à augmenter leur degré d'autoapprovisionnement. L'agriculture dans chaque pays, au Nord comme au Sud, est massivement soutenue. Parce qu'elle joue un rôle plus large que la simple production alimentaire. Chez nous, l'article 104 de la Constitution dit que l'agriculture doit permettre l'occupation décentralisée du territoire ou œuvrer à l'entretien des paysages, une tâche importante pour le tourisme, donc l'économie. Pour les régions périphériques, l'agriculture est essentielle, en interaction avec le tourisme et l'artisanat.

Par rapport à l'ouverture des marchés cette fois européens, quel est l'avenir de l'agriculture suisse?

L'ouverture des frontières doit se faire dans un cadre supportable pour les familles paysannes. Dans le contexte d'un accord de libre échange avec l'UE pour les produits agricoles, c'est à peu près la moitié des revenus agricoles qui sont en jeu. Qui dans ce pays serait prêt à abandonner 50% de ses revenus tout en maintenant ses charges actuelles? Ce n'est pas viable. Il faut corriger ces impacts avec des mesures dignes de ce nom. Notamment en matière d'assouplissement de l'environnement économique et au travers de mesures d'accompagnement.

Comment peut-on lutter? En se profilant avec des produits locaux?

On doit continuer à miser sur la qualité et la haute valeur ajoutée. On ne sera jamais concurrentiels dans les produits de masse.

Ne donne-t-on pas ainsi des illusions aux paysans?

Non. Des produits de haute qualité, à forte valeur ajoutée, comme nos fromages, doivent pouvoir mieux se vendre à l'étranger. On exporte actuellement la moitié de nos fromages, soit le quart de la production laitière suisse, et ça ne représente que 0,5% de la consommation de l'UE. Il y a donc encore un potentiel à faire valoir.

En matière d'aménagement du territoire, la tendance est à la création de grandes agglomérations. Quid des paysans dans cette perspective?

Nous défendons le maintien du droit foncier rural et un assouplissement de la loi sur l'aménagement du territoire. C'est un garde-fou pour



Une affiche de la dernière campagne de publicité de l'USP est accrochée chez Jacques Bourgeois. Y figurent Herbert Bolliger (à dr.), président de la direction générale FCM, et Hansueli Loosli, directeur de Coop.

préservier notre zone agricole, notre base de production, sachant qu'un mètre carré par seconde se construit dans notre pays. Nous sommes là devant un des défis majeurs de ces prochaines années: la cohabitation entre une zone agricole maintenue et le développement de l'habitat rendu nécessaire par l'évolution démographique.

Les paysans sont souvent accusés d'être de gros pollueurs...

Nous n'avons pas attendu Ecologie libérale

pour nous soucier des problèmes environnementaux: dès les années 90, le niveau de phosphore a été réduit de 55% et les produits phytosanitaires de 32%. Parce que c'est notre outil de travail et aussi pour les générations futures. Nous sommes également tenus à certaines règles de production, à des prestations écologiques. Les exploitations doivent par exemple consacrer 7% de leur surface en compensations écologiques. Mais la surface en terre ouverte ne représente qu'environ 300 000 hectares. Il y a

donc encore suffisamment de surfaces pour maintenir la biodiversité. A noter que la forêt par exemple croît de 4500 hectares par année, l'équivalent de la superficie du lac de Thoune

On sent un manque de clarté du milieu agricole face au génie génétique. Vous prônez d'attendre pour voir?

Nous devons produire par rapport à un marché. Selon les derniers sondages, les consommateurs sont très réticents envers les OGM. Pour l'instant, nous disons non au génie génétique et avons soutenu le moratoire. Mais nous ne sommes pas contre la recherche ni fermés pour l'avenir. Simplement nous constatons à l'heure actuelle davantage de craintes que de demandes.

Comment jugez-vous personnellement les courants anti-OGM, les paysans altermondialistes genre José Bové?

Chacun a ses propres idées et approches. Personnellement, je ne soutiendrais pas l'emploi de la force, l'arrachage de plants de maïs. Il faut d'abord un débat de fond au niveau politique.

Le monde paysan est-il vraiment uni et solidaire? Un référendum contre la politique agricole de la Confédération (PA 2011) a par exemple été lancé...

Ce référendum, c'est se tirer une balle dans le pied. Le débat de fond sur une agriculture plus sociale, plus respectueuse de l'environnement, doit être mené au niveau planétaire et dépasse largement la PA 2011. Concernant cette dernière, nous nous sommes investis avec nos organisations membres pour corriger le message du Conseil fédéral et avons, sur la plupart des points, obtenu gain de cause. Le rejet de la PA 2011 serait une remise en question totale des conditions cadres et de tout ce que nous avons obtenu. On s'est rendu compte qu'en discutant suffisamment tôt, on arrivait à trouver un dénominateur commun alors que les préoccupations ne sont pas forcément les mêmes entre un paysan de montagne, un paysan de plaine, un vigneron, un céréalier, un producteur de lait. Il est important que l'agriculture parle d'une seule voix.

Ce qui n'a, par exemple, pas été le cas sur le dossier de l'AOC raclette, avec une guerre entre régions et producteurs, et où vous avez tenté en vain de jouer les médiateurs...

Je regrette qu'on ne soit pas arrivé à un compromis, car mon souci maintenant c'est que le nom «raclette» devienne un générique. On ne pourra plus le protéger. J'ai déjà vu de la publicité pour de la raclette autrichienne. Quand on voit ce que les Français ont réussi à faire avec le champagne, on comprend l'importance de la protection des noms. Mais nous devons faire cohabiter différentes cultures dans ce pays: en Suisse alémanique on préfère plutôt s'orienter vers des marques, et en Suisse romande vers les appellations d'origine.

Les autorités en font-elles assez pour le soutien et la mise en valeur des produits locaux?

Ce n'est pas une question de cantons, c'est toute la chaîne qui doit mettre en avant ces produits, intensifier le marketing. Les consommateurs sont d'ailleurs demandeurs de produits de proximité. Ce à quoi répond par exemple le concept de Migros «De la région. Pour la région». Même si cela pose un problème pour des

régions qui étaient jusqu'ici surtout exportatrices. Des solutions doivent être trouvées ensemble pour qu'elles puissent continuer de maintenir leur niveau de production

On a quand même l'impression d'une relation très ambiguë entre les paysans et la grande distribution...

Il faut trouver ensemble des solutions parce que nous faisons tous partie de ce pays, producteurs, distributeurs, consommateurs, et avons tous intérêt à une meilleure mise en valeur de nos produits. Certes, il y a eu de la part de Migros des prescriptions renforcées pour la détention des animaux qui ont fait réagir le monde paysan. Les éleveurs se sont dit, on en fait déjà beaucoup dans ce domaine, pourquoi nous rajoute-t-on des exigences supplémentaires? Les actions sur les produits étrangers juste avant les récoltes suisses sont également mal perçues. D'autant que le consommateur fait de plus en plus attention à l'origine des produits et au nombre de kilomètres parcourus pour les acheminer. Avec la nécessité de réduire les émissions de CO₂, les produits de proximité vont gagner en importance.

Mais le duopole reste: je suis paysan, je dois composer avec les grands distributeurs...

Coop et Migros sont pour nous des distributeurs incontournables, qui commercialisent 80% de notre marchandise. Ce qui est important ce n'est pas le nombre de distributeurs mais leur sensibilité à la mise en valeur du terroir. Et qu'ils rémunèrent correctement le paysan.

Vous êtes candidat au National: une manière de venir renforcer un lobby paysan considéré déjà comme trop puissant et surreprésenté?

Pour l'agriculture, il est essentiel d'avoir des représentants à Berne, et cela dans tous les partis, puisque les conditions cadres sont fixées par le Parlement. On ne peut d'ailleurs pas dire que le lobby paysan soit disproportionné, puisque c'est le peuple qui choisit ses élus. Et puis l'agriculture est un domaine économique important.

Propos recueillis par Joël Guillet et Laurent Nicolet
Photos Daniel Rihs / Pixis

Bio express

Né le: 14 mars 1958

1973-1975: apprentissage agricole en Allemagne et en Suisse.

1975-1977: école d'agriculture de Marcelin-sur-Morges.

1981: diplôme d'employé de commerce en gestion.

1985: diplôme d'ingénieur HES, cours de management, de gestion d'entreprise, de marketing et de communication.

1985-1998: union maraîchère suisse, dont sept ans en tant que directeur.

1998-2002: directeur adjoint de l'Union suisse des paysans.

2001: député radical au Grand Conseil fribourgeois.

2002: directeur de l'Union suisse des paysans.

2007: président du prologue du Tour de Romandie - Fribourg.

Candidat au Conseil national.

Publicité

Rabais de 3 cts par litre et points bonus CUMULUS

(1 point bonus CUMULUS pour 2 litres de carburant)

en exclusivité chez:



MIGROS

3 cts/litre

RABAIS

Utilisable dans toutes les stations-service Migros avec shop (sauf automates) sur présentation de la carte CUMULUS. Seul 1 coupon de rabais par plein de carburant sera accepté.

Achat minimal: essence ou diesel Greenlife Valable du 10.9 au 23.9.2007

Essence ou diesel Greenlife*

* Non cumulable avec d'autres bons ou actions.

MIGROS